



#233 Bulletin du 18 octobre 2018

cget

Agriculture urbaine

► Les agricultures urbaines : potentiel de développement et impacts sur l'environnement et l'aménagement des territoires.

Julien Fosse ; La Fabrique écologique.

Décryptage, n°18, septembre 2018. 15 p.

Depuis une dizaine d'années, les projets alimentaires territoriaux relevant de l'agriculture urbaine se multiplient en France. Des micro-fermes aux fermes « high-tech », ils couvrent un champ diversifié sur lequel ce Décryptage fait un point précis. Au-delà de cet état des lieux, ce document s'interroge sur les potentialités de l'agriculture urbaine en matière économique, écologique et d'aménagement du territoire. Il revient notamment sur les impacts positifs de cette agriculture d'un point de vue environnemental liés à la végétalisation des villes et à la limitation de l'artificialisation des terres.

► L'agriculture dans les aires urbaines moyennes d'Occitanie à l'horizon 2035 : une réflexion prospective.

Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.

Analyse, n° 125, juillet 2018. 4 p.

Dans les aires urbaines, l'agriculture bénéficie de la proximité de bassins de consommation, mais subit en contrepartie une forte pression foncière et des conflits d'usage, qui débouchent souvent sur une artificialisation des sols. Pour sensibiliser les acteurs locaux à ces enjeux, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation a commandé une étude prospective sur les activités agricoles dans les aires urbaines moyennes d'Occitanie. La méthode des scénarios a été appliquée aux quatre cas choisis : Albi, Montauban, Castelsarrasin-Moissac et Rodez. Cette note en résume les principaux résultats. Cette note rend compte des principaux résultats de l'étude. La première partie explique le choix des quatre aires urbaines sélectionnées et la deuxième résume les grandes étapes de la démarche prospective mise en oeuvre. Une troisième partie décrit les scénarios d'évolution à l'horizon 2035.

► D'un foncier consommé à une réintégration des terres agricoles. Le cas de la métropole lilloise.

Guillaume Schmitt ; Nicolas Rouget ; Magalie Franchomme.

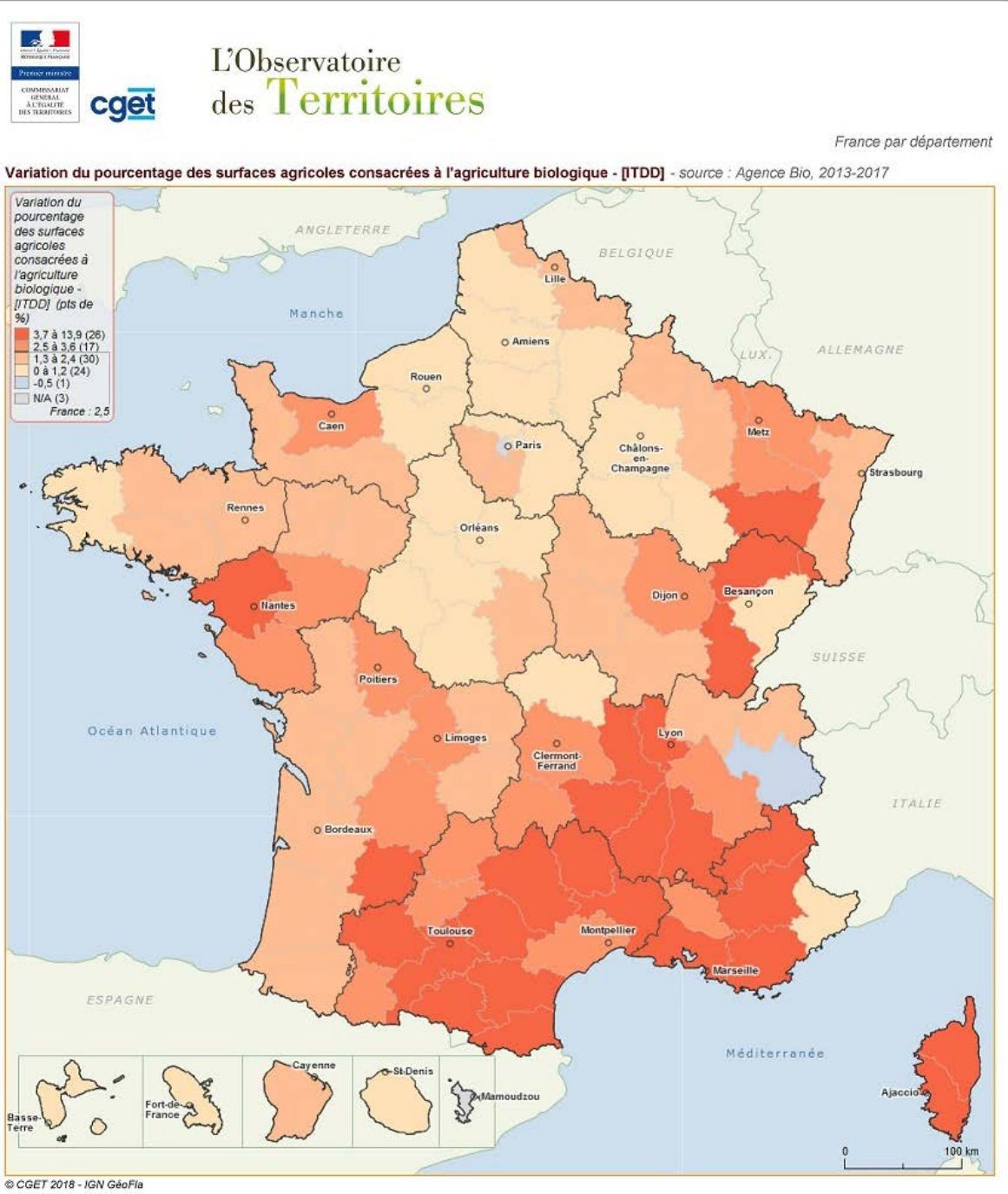
Etudes rurales, n° 201, 1er trim. 2018. pp. 166-191.

La succession des documents d'urbanisme, les politiques de planification, l'évolution même des principaux projets d'aménagement, les trajectoires agricoles laissent apparaître une inflexion des modes de penser le foncier et une reconsidération des valeurs et des fonctions attribuées aux terres agricoles des périphéries urbaines. De gisement de la construction celui-ci est aujourd'hui réhabilité

dans sa fonction alimentaire. L'exemple de Lille est utilisé en raison de la précocité des réflexions sur le renouvellement des liens entre ville, nature et agriculture ainsi que de la richesse des expérimentations entreprises (parc de la Deûle notamment). Les reconfigurations en cours, y compris en matière d'organisation des services métropolitains, suggèrent une intégration croissante des politiques d'aménagement et de gestion des espaces ouverts.

Une carte, un focus

► Les surfaces agricoles françaises consacrées à l'agriculture biologique



Au cours des cinq dernières années (entre 2013 et 2017), la part des surfaces agricoles françaises consacrées à l'agriculture biologique a progressé de 2,5 % à l'échelle nationale. Toutefois, tous les territoires ne s'engagent pas à la même vitesse dans cette transition : les surfaces cultivées en bio augmentent peu dans le Bassin parisien, contrairement au sud de la France où elles se sont beaucoup développées au cours des dernières années. En tête, les Hautes-Alpes, avec une augmentation de 14 % de la surface agricole cultivée en bio depuis 2013 ! L'Observatoire des territoires vient de mettre en ligne les données de l'Agence Bio à l'échelle des régions et des départements : nombre d'exploitations cultivées en bio, surface représentée, et progression de cette dernière.

A découvrir ici :

>> http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map6;i=agri_bio.evol_part_agri_bio;l=fr

Découpage territorial

► Refonte du maillage communal : France / Italie, mêmes enjeux, même combat ?

ADGCF, octobre 2018. Vidéo 3'24

Giuseppe Bettoni, professeur à l'université de Rome Tor Vergata, analyse et compare l'évolution du modèle communal en France et en Italie.

Education

► Mission ruralité. Adapter l'organisation et le pilotage du système éducatif aux évolutions et défis des territoires ruraux.

Rapport IGEN-IGAENR, avec l'appui de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Education nationale.

Rapport d'étape n° 2, n° 2018-080, juillet 2018. [Remis le 2 octobre 2018]. 74 p.

L'organisation scolaire en milieu rural fait l'objet d'une politique particulière au niveau des administrations centrales et au sein des académies. Mais faute de définition précise des territoires ruraux scolaires et en l'absence de consensus sur une stratégie éducative dédiée à la réussite des élèves résidant dans les espaces ruraux, elle manque de visibilité et de cohérence. La mission d'inspection générale propose des recommandations en termes de cadrage de la ruralité scolaire, de pilotage et d'organisation des écoles et établissements, de politique de ressources humaines et de politique d'accompagnement des élèves résidant ou scolarisés dans les territoires ruraux. Le rapport aborde différentes problématiques : les possibles définitions de l'espace rural ; le panorama scolaire de l'espace rural et ses grandes caractéristiques : maillage et taille des écoles et établissements, origines sociales et parcours scolaires des élèves, profils enseignants ; les critères et enjeux d'une politique rurale scolaire en fonction de la diversité des territoires et de leurs évolutions démographiques et économiques.

Entreprise et territoire

► Les relations des entreprises avec leur territoire.

Direction des entreprises et du développement des territoires de la Banque Postale ; Chaire d'économie urbaine de l'Essec, septembre 2018. 20 p.

L'étude analyse les différents critères de localisation des entreprises selon leur importance et leur satisfaction. Elle confirme la nécessité de revisiter certaines idées reçues sur les facteurs d'attractivité des territoires et notamment sur les attentes que nourrissent les entreprises à l'égard des décideurs publics locaux. Elle pointe également le décalage qu'il peut y avoir entre lesdites attentes en termes de ressources territoriales et la satisfaction que les entreprises en retirent, ou non, livrant des éléments utiles permettant d'interpeller les pouvoirs exécutifs locaux.

► Une aventure humaine : Les PME-ETI et la RSE.

BpiFrance Le Lab, 2018. 82 p.

Expression méconnue il y a encore dix ans de cela, la responsabilité sociale de l'entreprise (la RSE), est entrée dans le langage commun et les mœurs des dirigeants de PME et ETI. Comment la RSE est-elle vécue et pratiquée dans les entreprises françaises ? Bpifrance Le Lab a mené l'enquête auprès de 1 150 dirigeants de TPE, PME et ETI.

Europe - Brexit

► Brexit et aménagement du territoire.

Conférence de Jean-François Drevet, le 25 septembre 2018. Compte-rendu.

Cercle pour l'Aménagement du territoire, octobre 2018. 5 p.

Si l'Europe n'a pas été facile à bâtir, dans quelle mesure est-elle difficile à découdre ? Le départ du Royaume-Uni illustre cette question. Pour éclairer le bouleversement du paysage politique qui est un sujet d'actualité et inattendu, le Cercle pour l'aménagement du territoire (CPAT) a invité Jean-François Drevet, ancien responsable à la Datar qui a aussi longtemps travaillé à la Commission Européenne et est aujourd'hui expert auprès des Institutions de Bruxelles sur les politiques territoriales. Il a dressé un tableau des conséquences du départ d'un Etat-membre structurant de l'Union Européenne depuis 1973.

Le Cercle organise une prochaine conférence sur l'Europe le 4 décembre prochain.

>> Plus d'infos : cerclepat@gmail.com.

Intercommunalité

► Les français et l'intercommunalité. Enquête pour l'AdCF à l'occasion de son 29e congrès.

Ifop ; Assemblée des communes de France AdCF. Octobre 2018. 22 p.

L'étude porte sur les perceptions et représentations associées à l'intercommunalité ; le degré de connaissance de son intercommunalité, l'information sur le rôle et les actions des intercommunalités ; les attentes et la satisfaction à l'égard de son intercommunalité ; institution et mode d'élection dans les intercommunalités. Les résultats traduisent une très forte adhésion des Français aux principes de la coopération intercommunale : 86% des Français pensent que le principe de l'intercommunalité est une bonne chose et 83% déclarent également que ce principe est une bonne chose pour leur commune de résidence. Néanmoins, en termes d'information sur l'intercommunalité et sur l'ensemble des collectivités territoriales, il reste encore d'importants progrès à faire pour incarner ces institutions et mieux expliquer leur mode de fonctionnement.

Logement

► Le parc de logements en France au 1er janvier 2018 : 36,3 millions de logements en France (hors Mayotte).

Insee - Céline Arnold.

Insee Focus, n° 126. Octobre 2018. En ligne.

Au 1er janvier 2018, la France hors Mayotte compte 36,3 millions de logements. En France métropolitaine, 82 % des logements sont des résidences principales et 56 % des logements individuels. L'unité urbaine de Paris rassemble 16 % des résidences principales, et les communes rurales, 41 % des résidences secondaires. Dans les départements d'outre-mer, le parc de logements augmente plus vite qu'en métropole, de l'ordre de 2,5 % en moyenne par an depuis trente ans, contre 1,1 % en métropole.

► Parc privé et parc social dans les QPV. Présentation réalisée dans le cadre d'une journée du Cerema consacrée à l'observation de l'habitat et du foncier (29 sept. 2018).

Cerema ; CGET. Septembre 2018. 42 p.

Focus détaillé sur le logement social dans les quartiers politique de la ville (avec infographie, éléments statistiques). Parmi les chiffres-clés et les analyses présentées : la répartition entre logements individuels et collectifs dans le parc privé des QPV ainsi que la part entre propriétaires occupants et locataires ; un focus sur les périodes de construction des logements privés des QPV ; une typologie des prix des logements (collectifs/individuels) dans les quartiers sur la base d'une étude portant sur 481 d'entre-eux.

Mobilité

► **Nouvel espace régional et dynamiques métropolitaines. Géographie des déplacements, flux et mobilités.**

Insee Auvergne Rhône-Alpes.

Insee dossier Auvergne-Rhône-Alpes, n° 4. Octobre 2018. Tome 3. 56 p.

À l'occasion de la naissance de la nouvelle région Auvergne-Rhône-Alpes, un regard croisé de statisticiens et de géographes a été posé sur la région au travers d'un atlas qui comporte trois tomes. Le premier, paru en 2015, est dédié aux composantes physiques, humaines et économiques de la région. Le deuxième tome, paru en 2016, s'intéresse aux habitants de la région, à leur environnement et leurs conditions de vie. Ce troisième et dernier tome apporte une analyse des flux et des mobilités au sein de la région mais aussi vis-à-vis de l'extérieur.

Numérique

► **La médiation numérique dans les territoires.**

Jérôme Méric ; Denis Benoît ; Nicolas Duracka et al.

Communication & management, 2018/1 (Vol. 15), 100 p.

Désormais, les nouvelles manières de se déplacer (covoiturage), de travailler (espaces de coworking, makerspace), de produire (FabLab) ou encore de distribuer tendent vers un idéal original de partage des biens et des services entre les citoyens d'une même zone géographique. La finalité du présent numéro est justement d'envisager ces nouveaux modèles fondés sur le partage à l'aune des préoccupations environnementales des territoires et de voir, par exemple, dans quelles mesures les médiations numériques sont susceptibles de « fondre » ou de « confondre » l'économie collaborative (EC) et l'économie sociale et solidaire (ESS) au cœur d'un nouveau paradigme économique efficient pour le territoire.

► **Open data et collectivités : les derniers indicateurs publiés.**

Observatoire Opendata pour les territoires. Octobre 2018. En ligne

L'Observatoire Opendata des territoires livre ses derniers indicateurs. A découvrir notamment au fil des chiffres-clés : les différentes typologies de données publiées mais aussi les collectivités territoriales qui ont ouvert un ou des jeux de données publiques, respectant en cela l'obligation légale d'open data prévue par la loi pour une République Numérique. En complément, on peut également accéder sur le site à une carte interactive recensant les acteurs de l'open data territorial.

Parc naturels régionaux

► **Les parcs naturels régionaux : apports à l'aménagement et au développement durable des territoires et perspectives.**

Conseil économique, social et environnemental - Alain Feretti.

Cese - Section de l'aménagement durable et des territoires. Octobre 2018. 92 p.

Créés en 1967, les parcs naturels régionaux (PNR) concourent à la politique de protection de l'environnement, d'aménagement du territoire, de développement économique et social et d'éducation à la formation du public. 53 parcs naturels régionaux existent en 2018, dont 51 en France métropolitaine et 2 en Guyane et en Martinique. Une vingtaine de projets de PNR supplémentaires est à l'étude. Leur fonctionnement favorise la participation des partenaires du territoire (organismes socioprofessionnels, établissements publics, associations...) et les liens avec la population locale. Leurs actions mettent l'accent sur l'animation et l'ingénierie de projets, sur la transversalité, l'éducation et l'information du public. Les Parcs ont vocation à être des territoires d'expérimentation locale pour l'innovation au service du développement durable des territoires ruraux.

Pauvreté - Précarité

► Rapport sur la pauvreté en France.

Observatoire des inégalités et Compas, éd. Observatoire des inégalités, octobre 2018. 100 p.

Trois grandes tendances se dégagent de ce rapport. Premièrement, la remontée de la pauvreté à partir des années 2000 constitue une rupture dans l'histoire sociale de notre pays. A l'évidence, la France est l'un des pays qui amortissent le moins mal le choc pendant les crises économiques comme celle amorcée en 2008, même si une grande pauvreté persiste. Deuxièmement, la pauvreté offre des visages très différents, des mères seules aux immigrés, en passant par des jeunes sans qualification ou des personnes âgées. Enfin, les auteurs se sont intéressés aux trajectoires : il n'existe, selon eux, ni trappe à pauvreté dans laquelle les individus tomberaient à tout jamais, ni reproduction mécanique entre parents et enfants. Pour autant, la progression des inégalités de revenu et d'éducation tend de plus en plus à figer les situations. À partir de ces constats, ce rapport en appelle à des politiques de lutte contre la pauvreté d'une autre envergure que celles qui ont été envisagées jusqu'à présent, adaptées à la diversité des situations, avec la mise en place d'une politique combinant un meilleur soutien monétaire pour les plus démunis (notamment les jeunes) et de véritables réponses concrètes aux besoins sociaux (politiques de santé, de logement et réforme de l'école notamment cités).

Politique de la ville

► Les quartiers prioritaires de la politique de la ville en Martinique : une pauvreté marquée, mais des profils atypiques.

Insee - Philippe Clarenc.

***Insee Analyses Martinique*, n° 27. Octobre 2018. 4 p.**

En Martinique, en 2013, 27 300 personnes vivent dans les sept quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit 7,1 % de la population. Les habitants de ces quartiers, plus fréquemment touchés par la pauvreté, souffrent d'un déficit de formation et s'insèrent avec plus de difficultés sur le marché du travail. Les quartiers « Haut-Dillon » et « Cité Lacroix Trou Terre Pointe Lynch » se distinguent par une forte proportion de logements HLM, une population jeune et une prédominance des familles monoparentales. À l'opposé, dans les autres quartiers prioritaires de la politique de la ville, résident essentiellement des personnes seules et âgées, propriétaires de logements individuels anciens et dégradés. Sainte-Marie se singularise par une forte proportion de seniors et un taux de pauvreté élevé, qui touche l'ensemble de la commune. Au-delà de ces difficultés, la population des quartiers prioritaires de la politique de la ville bénéficie d'une accessibilité aux services plus importante en moyenne que pour le reste du territoire.

► De l'humanisation à la destruction du béton. La politique de la ville des années 1970 aux années 1980.

Thibaud Tellier.

***Metropolitiques*, octobre 2018. En ligne.**

Inventée dans les années 1970, la politique de la ville devait « humaniser le béton » et animer la vie sociale des grands ensembles. Mais la construction du peuplement en problème social conduira à y substituer une politique privilégiant les destructions et le « renouvellement » de la ville.

Prévention - Justice

► Géographie de la justice pénale en France : l'équité à l'épreuve des territoires.

Etienne Cahu.

Normandie Université. Thèse publiée sur CCSD-HAL le 4 octobre 2018. 477 p.

Cette thèse interroge l'apparente contradiction scalaire entre la proclamation de lois spatialement uniforme à l'échelle nationale et la territorialisation des populations françaises. Elle essaye de comprendre comment le système judiciaire hexagonal réussit à concilier ses exigences

constitutionnelles d'indivisibilité et d'égalité avec la pluralité des territoires. Selon l'auteur, l'égalité proclamée comme un des fondements de la République française est abandonnée au profit d'une stigmatisation des territoires les plus défavorisés qui sont plus sévèrement condamnés que ne laisserait attendre la géographie des délits alors même qu'ils sont oubliés dans les politiques de prévention de la délinquance.

Ruralité

► Territoires ruraux perception et réalités de vie.

Famille rurale - Ifop. octobre 2018. 24 p.

Constituée de deux enquêtes simultanées, l'une auprès d'un échantillon 1000 personnes représentatif du grand public, l'autre auprès de 1500 ruraux, l'étude Familles Rurales réalisée par l'IFOP, permet, au travers de ces regards croisés, d'établir une « radioscopie des ruralités » et compose une vision complète des perceptions associées au monde rural dans la France de 2018. Elle révèle au final les principaux enseignements suivants :

- . Un décalage de perceptions entre une opinion qui, dans son ensemble, associe d'abord la ruralité à des difficultés socio-économiques et des ruraux qui, dans leur quasi-totalité, se disent satisfaits de vivre dans le monde rural et l'associent spontanément à une qualité de vie remarquable.
- . Un sentiment d'abandon parmi les ruraux, lié à un recul des services publics et à l'origine d'un pessimisme marqué vis-à-vis de l'avenir.
- . Une réelle attractivité des ruralités, territoires qui apparaissent en phase avec les aspirations des Français pour une meilleure qualité de vie.
- . Néanmoins, cette attractivité est conditionnée par la présence de services de proximité et de solutions de mobilités.

Santé

► Prendre soin des urbains.

Urbanisme, n° 410, octobre 2018. pp. 24-63

Ce dossier s'intéresse à la fois à la manière dont la ville impacte négativement sur la santé (Inégalités géographiques et environnementales de santé, disparités d'accès aux soins dans les QPV,...), mais met également en lumière de nouvelles approches positives, qui intègrent des objectifs de santé dans sa fabrication, vers un « urbanisme favorable à la santé ». De nombreuses contributions de spécialistes et d'études de cas sont proposées au lecteur.

► Réduire les inégalités sociales de santé, des concepts à l'action.

Santé Publique, 2018/HS1 (S1). 174 p.

Ce numéro spécial consacré aux inégalités sociales de santé (ISS) propose en partie de changer de perspective et reformuler la question du "pourquoi des inégalités sociales de santé et que faire ?" par une question qui pourrait être la suivante : « Pourquoi sommes-nous en échec partiel en matière de prévention et plus encore dans les catégories socio-économiques défavorisées ? ». La question étant formulée de cette façon, les ISS ne sont pas une affaire de spécialistes, mais une question de santé publique qui se pose à tous. Faire de la lutte contre les inégalités un enjeu collectif requiert tout à la fois de réintroduire de la complexité – les inégalités sociales de santé ne se résument pas à une opposition entre les plus riches et les plus pauvres – et de proposer un cadre éthique et des outils pour interroger les pratiques et construire des actions contribuant à réduire les inégalités sociales de santé ou tout du moins ne les aggravant pas.

► Rapport des délégués nationaux à l'accès aux soins.

Rapport à la ministre des Solidarités et de la Santé.

Elisabeth Doineau ; Thomas Mesnier ; Sophie Augros .

Ministère des Solidarités et de la Santé. Octobre 2018. 70 p

C'est dans et à partir des territoires fragiles que s'inventent les soins de proximité de demain. Le rapport s'appuie sur les retours d'expérience, initiatives et bonnes pratiques recueillies par les trois délégués au cours de déplacements sur le terrain. Reprenant les principaux engagements de la stratégie santé « *Ma santé 2022* », il formule des préconisations sur la mise en œuvre de six grands axes : encourager les stages ambulatoires et à accompagner les projets d'installation ; développer l'exercice coordonné, élément clé de l'attractivité de l'activité médicale dans les territoires peu denses ; développer la télémédecine ; soutenir les nouveaux modes d'exercice ; favoriser les délégations et coopérations interprofessionnelles ; et simplifier l'exercice libéral et à dégager du temps médical.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

Urbain

► Les acteurs souvent invisibles de la « reconversion » des *second cities*.

Cynthia Ghorra-Gobin.

Tous urbains, n° 23. Septembre 2018. pp. 17-18

Dans un contexte marqué par un cycle de mondialisation et de globalisation, les chercheurs en sciences sociales étudient l'impact de l'ensemble de ces processus sur les villes. Certains font référence à la métropolisation – un phénomène qui renvoie à la reconfiguration des villes du point de vue spatial, politique, économique et culturel – sous l'effet de l'intensification des flux et de la mobilité. D'autres inventent de nouvelles catégories de villes de manière à les classer et à les situer à l'échelle mondiale. On parle ainsi de « ville globale », de « ville-monde » et de « mégacités », qu'on oppose aisément aux « villes déclinantes », qui subissent une décroissance démographique et enregistrent un déclin économique. Focus sur le phénomène des "*shrinking cities*".

Actualité législative et parlementaire

- [Décret](#) du 16 octobre 2018 relatif à la composition du Gouvernement.
- [Proposition de loi](#) (Sénat) portant création d'une Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT). Enregistrée le 2 octobre. 14 p.
- [Question écrite](#) (Assemblée nationale) relatives à la dévitalisation des centres-villes. [Plan « Action cœur de ville »]. Réponse publiée au JO le 2 octobre 2018.
- [Question écrite](#) (Assemblée nationale) relative à la création d'entreprises dans la ruralité [ZRR ; accompagnement à la création d'activité sur les territoires fragiles]. Publiée au JO du 25 septembre 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquelquesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr

